CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 53.547/4
du 8 juillet 2013

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B et l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 53.547/4
van 8 juli 2013

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B en van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs'

Le 13 juin 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint à la Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B et l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 8 juillet 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 8 juillet 2013.

*

Op 13 juni 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B en van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 8 juli 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 8 juli 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Le projet examiné a déjà été soumis à deux reprises à l'avis de la section de législation du Conseil d'État et a fait l'objet des avis 47.770/4 donné le 17 février 2010 et 52.121/4 donné le 24 octobre 2012 [1].

Lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé la compétence que lui impartit la loi, et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations faites dans le premier avis ou qu'elles demeurent inchangées.

Il en va différemment lorsqu'il est envisagé d'insérer dans le texte des dispositions entièrement nouvelles, dont le contenu est indépendant des observations ou suggestions formulées par la section de législation. En pareil cas, une nouvelle consultation de la section de législation est requise, l'avis portant alors uniquement sur les dispositions nouvelles.

En ce qui concerne le projet examiné, tel est le cas des articles 11 et 13 [2] ainsi que, partiellement, des articles 1er (article 3, § 4, en projet), 5, 9 et 14, et de l'annexe.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Le projet, tel que modifié par rapport aux textes précédents, doit être soumis à la procédure d'association des trois gouvernements de région.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que les copies des lettres adressées aux différents gouvernements de région et datées, tout comme la demande d'avis, du 10 juin 2013.

Il revient à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

[1] Il peut être observé que cette troisième version est, sur certains points, plus proche de la première (avis 47.770/4) que de la deuxième (avis 52.121/4).

[2] Le projet examiné comporte deux articles 13, lesquels sont tous deux concernés par cette observation préalable.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

À l'alinéa 8, il convient de viser, outre le présent avis 53.547/4, les deux précédents avis 47.770/4 et 52.121/4 déjà donnés par la section de législation du Conseil d'État sur ce projet.

DISPOSITIF

Article 5

L'article 7 de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 'relatif aux permis de conduire pour les véhicules de catégorie B', dispose actuellement :

> « Art. 7. À l'exception des instructeurs de conduite brevetés, personne ne peut guider le titulaire du permis de conduire provisoire B, contre paiement ».

L'article 5 du projet vise notamment à restreindre le champ d'application de l'exception que prévoit cette disposition aux seuls instructeurs de conduite brevetés « qui sont au service d'associations sans but lucratif et qui en apportent la preuve ».

La section de législation du Conseil d'État n'aperçoit pas ce qui justifie, eu égard aux objectifs que poursuit cette réglementation, la différence de traitement créée par cette modification, au détriment des instructeurs de conduite brevetés qui ne peuvent apporter la preuve qu'ils sont au service d'une association sans but lucratif.

Article 9

L'article 9 du projet vise à remplacer les trois premiers alinéas de l'article 45 de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 par un nouveau texte, qui ne comprend plus que deux alinéas.

Cette disposition doit être revue afin de tenir compte du remplacement de l'article 45 de l'arrêté royal du 10 juillet 2006, par l'article 13 de l'arrêté royal du 3 avril 2013 'modifiant le permis de conduire provisoire', dont l'entrée en vigueur est fixée au 1er octobre 2013.

Articles 13

« Les » articles 13 du projet visent respectivement à abroger l'article 17 et l'annexe 2 de l'arrêté royal du 3 avril 2013.

Compte tenu de la différence de numérotation des annexes de l'arrêté royal du 3 avril 2013 par rapport à celles de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 qu'elles visent à remplacer, il convient, dans l'arrêté royal du 3 avril 2013, d'abroger soit l'article 15 et l'annexe 2 (qui

concernent le modèle de permis provisoire « 36 mois » avec guide), soit l'article 17 et l'annexe 3 (qui concernent le modèle de permis de conduire provisoire « 18 mois » sans guide).

Le projet examiné visant à remplacer une nouvelle fois l'annexe 1 de l'arrêté royal du 10 juillet 2006, qui concerne le modèle de permis provisoire « 36 mois » avec guide, il semble que la première de ces deux options doive être retenue.

Article 14

L'auteur du projet veillera à choisir la date d'entrée en vigueur du projet examiné en tenant compte de la date d'entrée en vigueur des modifications que l'arrêté royal du 3 avril 2013 apporte déjà à l'arrêté royal du 10 juillet 2006, à savoir le 1er octobre 2013.

Annexe

1. Le projet examiné ne comprenant qu'une seule annexe (destinée à remplacer l'annexe 1 de l'arrêté royal du 10 juillet 2006), il n'y a pas lieu de la numéroter en tant qu'annexe 1 de l'arrêté royal du […] 'modifiant l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B' et l'arrêté royal du 23 mars 1998 'relatif au permis de conduire'.

2. Une version en langue allemande est jointe aux textes français et néerlandais de l'annexe du projet.

Il serait plus conforme à l'article 56, § 1er, alinéa 1er, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, d'omettre cette version allemande de l'annexe du projet.

Par contre, le nouveau modèle de permis de conduire en langue allemande peut être repris tant dans la version française que dans la version néerlandaise de cette annexe [3].

OBSERVATION FINALE

Les observations formulées ci-dessus, à propos des articles 9, 13, 14, et de l'annexe du projet, illustrent les difficultés qu'entraîne la coexistence de deux textes modifiant l'arrêté royal du 10 juillet 2006.

[3] Voir, dans le même sens, l'avis 48.914/4 donné le 8 décembre 2010 sur un projet devenu l'arrêté royal du 28 avril 2011 'modifiant les catégories du permis de conduire, le modèle du permis de conduire et les conditions pour les examinateurs, conformément à la Directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire' et l'avis 51.236/4 donné le 7 mai 2012 sur un projet devenu l'arrêté royal du 3 juillet 2012 'relatif au permis de conduire modèle carte'.

Pour y remédier, il pourrait être envisagé d'abroger – avant leur entrée en vigueur, fixée au 1er octobre 2013 – les articles 13 à 17 de l'arrêté royal du 3 avril 2013, ainsi que ses annexes 2 et 3, et d'intégrer dans le projet actuellement examiné les différentes modifications qu'ils apportent à l'arrêté royal du 10 juillet 2006.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Het voorliggende ontwerp is reeds voor advies voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State en onderzocht in advies 47.770/4, dat verstrekt is op 17 februari 2010, en advies 52.121/4, dat verstrekt is op 24 oktober 2012.[1]

Wanneer de afdeling Wetgeving een advies heeft gegeven, heeft ze de bevoegdheid opgebruikt die ze krachtens de wet heeft en het komt haar derhalve niet toe om zich opnieuw uit te spreken over reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of ze herzien zijn teneinde rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies gemaakt zijn, dan wel ongewijzigd blijven.

Dat geldt niet wanneer overwogen wordt in de tekst volledig nieuwe bepalingen in te voegen waarvan de inhoud losstaat van de opmerkingen of voorstellen die door de afdeling Wetgeving zijn geformuleerd: in zo een geval moet de afdeling Wetgeving weer worden geraadpleegd, maar dan heeft het advies enkel betrekking op de nieuwe bepalingen.

Wat het voorliggende ontwerp betreft, is dat het geval met de artikelen 11 en 13[2] alsook, ten dele, met de artikelen 1 (ontworpen artikel 3, § 4), 5, 9 en 14, en met de bijlage.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

De drie gewestregeringen dienen betrokken te worden bij het uitwerken van het ontwerp zoals het gewijzigd is ten opzichte van de voorgaande teksten.

In het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag bevinden zich evenwel alleen de afschriften van de brieven die aan de verschillende gewestregeringen zijn gericht en die net als de adviesaanvraag 10 juni 2013 zijn gedateerd.

De steller van het ontwerp moet er bijgevolg voor zorgen dat dit voorafgaande vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

---

[1] Er kan worden opgemerkt dat de derde versie op sommige punten dichter aanleunt bij de eerste (advies 47.770/4) dan bij de tweede (advies 52.121/4).

[2] Het onderzochte ontwerp telt twee artikelen 13. Die voorafgaande opmerking heeft betrekking op allebei.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

In het achtste lid dient behalve naar het onderhavige advies 53.547/4 verwezen te worden naar de twee voorgaande adviezen 47.770/4 en 52.121/4, die de afdeling Wetgeving van de Raad van State al over dit ontwerp gegeven heeft.

DISPOSITIEF

Artikel 5

Artikel 7 van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 'betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B', luidt momenteel als volgt:

> "Art. 7. Met uitzondering van gebrevetteerde rij-instructeurs mag niemand de houder van een voorlopig rijbewijs B tegen betaling begeleiden".

Artikel 5 van het ontwerp beoogt meer bepaald het toepassingsveld van de uitzondering vervat in die bepaling te beperken tot enkel de gebrevetteerde rij-instructeurs "die in dienst zijn van verenigingen zonder winstoogmerk en daarvan het bewijs leveren".

Gelet op de doelstellingen van die regeling, is het de afdeling Wetgeving van de Raad van State niet duidelijk wat het verschil in behandeling rechtvaardigt dat door die wijziging ontstaat ten nadele van de gebrevetteerde rij-instructeurs die het bewijs niet kunnen leveren dat ze in dienst zijn van een vereniging zonder winstoogmerk.

Artikel 9

Artikel 9 van het ontwerp strekt ertoe de eerste drie leden van artikel 45 van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 te vervangen door een nieuwe tekst die nog slechts twee leden telt.

Die bepaling dient te worden herzien zodat er rekening gehouden wordt met de vervanging van artikel 45 van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 bij artikel 13 van het koninklijk besluit van 3 april 2013 'tot wijziging van het voorlopig rijbewijs', dat in werking zal treden op 1 oktober 2013.

Artikelen 13

De "twee" artikelen 13 van het ontwerp strekken er respectievelijk toe artikel 17 en bijlage 2 van het koninklijk besluit van 3 april 2013 op te heffen.

Gelet op het feit dat de bijlagen bij het koninklijk besluit van 3 april 2013 een andere nummering hebben dan de bijlagen bij het koninklijk besluit van 10 juli 2006 die ze beogen te vervangen, moeten in het koninklijk besluit van 3 april 2013 ofwel artikel 15 en

bijlage 2 (met betrekking tot het model van het voorlopig rijbewijs "36 maanden" met begeleider), ofwel artikel 17 en bijlage 3 (met betrekking tot het model van het voorlopig rijbewijs "18 maanden" zonder begeleider) opgeheven worden.

Aangezien het voorliggende ontwerp opnieuw de vervanging beoogt van bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 10 juli 2006, met betrekking tot het model van het voorlopig rijbewijs "36 maanden" met begeleider, laat het zich aanzien dat voor de eerste van die twee opties gekozen dient te worden.

Artikel 14

De steller van het ontwerp dient er voor de inwerkingtreding van het voorliggende ontwerp op te letten een datum te kiezen rekening houdend met de datum van inwerkingtreding van de wijzigingen die bij het koninklijk besluit van 3 april 2013 al zijn aangebracht in het koninklijk besluit van 10 juli 2006, namelijk 1 oktober 2013.

Bijlage

1. Aangezien het voorliggende ontwerp slechts één bijlage heeft (ter vervanging van bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 10 juli 2006), is het niet nodig om die te nummeren als bijlage 1 bij het koninklijk besluit van […] 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B' en van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 'betreffende het rijbewijs'.

2. Bij de Franse en Nederlandse tekst van de bijlage bij het ontwerp is een Duitse versie gevoegd.

Het zou meer in overeenstemming zijn met artikel 56, § 1, eerste lid, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, indien die Duitse versie van de bijlage bij het ontwerp zou vervallen.

Daarentegen mag het nieuwe model van rijbewijs in het Duits zowel in de Franse als in de Nederlandse tekst van die bijlage worden opgenomen.[3]

SLOTOPMERKING

De hierboven gemaakte opmerkingen met betrekking tot de artikelen 9, 13 en 14, en tot de bijlage van het ontwerp, tonen aan welke moeilijkheden zich voordoen als gevolg van het naast elkaar bestaan van twee teksten tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 juli 2006.

[3] Zie in dezelfde zin advies 48.914/4, dat op 8 december 2010 is gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 28 april 2011 'tot aanpassing van de rijbewijscategorieën, het rijbewijsmodel en de voorwaarden voor examinatoren, ingevolge richtlijn 2006/126/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 20 december 2006 betreffende het rijbewijs' en advies 51.236/4, dat op 7 mei 2012 is gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 3 juli 2012 'betreffende het rijbewijs in kaartmodel'.

Om dit te verhelpen, zou kunnen worden overwogen de artikelen 13 tot 17 van het koninklijk besluit van 3 april 2013 – vóór hun inwerkingtreding die vastgesteld is op 1 oktober 2013 – alsook de bijlagen 1 en 2 erbij op te heffen, en de verschillende wijzigingen die zij aanbrengen in het koninklijk besluit van 10 juli 2006 in het thans voorliggende ontwerp op te nemen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

Colette GIGOT

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Pierre LIÉNARDY